

PIERRE GODARD. Syndicaliste, ex-éboueur, il publie avec le sociologue André Donzel un livre fracassant sur la propreté.

« Le clientélisme détruit le service public »

■ Un petit pavé de 230 pages qui se lit comme un polar... Avec *Éboueurs de Marseille, entre luttes syndicales et pratiques municipales*, à paraître ce jeudi 9 octobre, Pierre Godard, éboueur durant 23 ans et syndicaliste actif au sein de la CGT puis de la CFDT et du SDU-FSU 13, relate avec le sociologue aixois André Donzel, l'histoire mouvementée de la propreté dans la cité phocéenne. En ouvrant tout grand le couvercle de la poubelle, c'est un regard sans concession porté sur une question dont les élus n'ont jamais su se saisir, où se mélange intérêt politique et financier, au mépris d'un métier et de Marseillais qui ne bénéficient toujours pas d'un système de collecte et de nettoyage efficace. Entretien.

D'où vous vient l'idée d'écrire ce livre ?

J'étais en train de trier voire jeter mes archives lorsque je rencontre l'historien Robert Mencherini qui me conseille de faire une note chronologique. Au même moment, en septembre 2011, un colloque sur la propreté est organisé par l'inter-syndicale FSU-CFDT-CGT-Unsa, auxquelles toutes les unions départementales, sauf Force Ouvrière, participent mais aussi les élus, les commerçants, les CIQ. Un débat extraordinaire introduit par André Donzel, dont je trouve le discours intéressant. De là date cette envie de travailler avec lui.

Votre ouvrage est tout d'abord historique...

Oui. C'est l'histoire d'un métier, de la poubelle elle-même, des différentes politiques de la propreté, dont il n'existe pas de synthèse. On a appris par exemple qu'au temps des Romains, Marseille ne bénéficie pas du tout à l'égout comme Nîmes ou Aix. Autre histoire incroyable, celle des escoubiers, du provençal « escoube », le balai, qui au XVe siècle ramassent et amènent les déchets alors organiques aux portes de la ville pour les revendre aux paysans, ces derniers s'en servant

d'engrais. Avec l'apparition des industries chimiques et l'urbanisation croissante, le métier rentre en crise. Il faut attendre 1835 pour que la municipalité Consolat décide de faire un service public de la propreté... Et le privatise. Les élus ont toujours refusé de mettre de l'argent dans les politiques publiques. C'est une série d'occasions ratées.

Votre approche est aussi syndicale.

C'est l'histoire d'un syndicalisme pas d'un syndicat. Cela commence avec la reconstruction de la CGT en 1973 puis la crise, après son exclusion puis la CFDT. Toutes ces difficultés croisent les débats modernes du syndicalisme.

A vous lire, on remarque aussi que le mépris pour la profession est une constante...

Pire que cela, lorsque je démarre dans le métier, nous sommes transparents. Comme tous les métiers de la propreté, c'est une profession que l'on refuse de voir, comme aujourd'hui les femmes de ménage. A un point tel qu'un jour j'assiste à un hold-up et les bandits ne me calculent pas plus qu'un lampadaire. Mais les gars n'en font pas un drame car ils ont une vie derrière eux très riche. On fait un boulot d'une intensité énorme mais vécu comme légitime. On aime ce métier parce qu'on est libre et on se sent utile.

Autre fil conducteur de votre ouvrage, le clientélisme, de la co-gestion avec FO jusqu'à l'affaire Guérini...

On part du clientélisme de Sabiani dans les années 20 jusqu'aux années Gaudin en 2000 où Elie-Claude Argy [leader FO NDLR] totémise l'idée du fini-parti. Il invente l'idée d'un pacte selon lequel le fini parti est sanctifié, instaurant un système mortifère. Le clientélisme est un destructeur de service public. Il y a heureusement une prise de conscience qui ne s'éteint pas, par exemple sur la question du développement soutenable. On appelle avec ce livre à la montée en puissance de ces forces qui, à l'intérieur du système, ne se soumettent pas. Quant à Alexandre Guérini, on pense qu'il ne serait qu'un révéla-

teur de pratiques courantes dans un secteur juteux.

Justement ce fameux fini-parti, la communauté urbaine se targue de l'avoir supprimé...

Dire que la question de la propreté est ainsi réglée, c'est piper le débat. Ce système existe sous diverses formes depuis des siècles, dans le monde entier. Sous Defferre, c'est un excellent régulateur du boulot. La solution c'est de mettre des effectifs. A titre de comparaison, le nombre de cantonniers déployés dans la ville en 1886 et 2011 est quasi identique... Tout ça cache le fait que la collecte sélective est en train de piquer du nez, que les coûts de l'incinérateur s'envolent. Le vrai problème, c'est que depuis une vingtaine d'années, le coût de la collecte est secondaire par rapport à celui du traitement des déchets.

**PROPOS RECUEILLIS
PAR MIREILLE ROUBAUD**

Éboueurs de Marseille, entre luttes syndicales et pratiques municipales, de Pierre Godard et André Donzel, aux éditions syllepse, 15 euros.